le stéphanais



255 29 NOVEMBRE - 20 DÉCEMBRE 2018

IOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Tous inclus p. 4 et 5

La société doit faire l'effort de s'adapter aux personnes en situation de handicap mais est-elle vraiment prête à accepter cette différence?

Le SOS des CIO p. 7

Les centres d'information sur l'orientation (CIO) sont menacés de disparition. Avec eux sont également visés les principes d'une éducation émancipatrice.

Quelle intolérance ! p. 18 et 19

La population est très attentive aux questions d'allergies et d'intolérances alimentaires. C'est même devenu un marché très lucratif...



En images

APPEL À CONTRIBUTION

Soldat inconnu

L'atelier histoire et patrimoine du centre socioculturel Georges-Déziré cherche à identifier le soldat (probablement un officier) figurant sur cette photographie au dos de laquelle est inscrite la mention manuscrite : « À ma chère petite cousine, photo prise le 4 juillet 1918, Saint-Étienne-du-Rouvray » suivie de la signature « Fernande ».

Si vous identifiez le lieu ou la personne figurant sur ce cliché, merci de le faire savoir à la rédaction (serviceinformation@ ser76.com ou au 02 32 95 93 39).





ARMISTICE

Deux maires pour un centenaire

Le centième anniversaire de l'Armistice du 11 novembre 1918 a été célébré en présence de Carsten Seyfarth, maire de Nordenham, la ville jumelle en Allemagne (Basse-Saxe). « *C'est le nationalisme aveugle qui a conduit à la barbarie de la Première Guerre mondiale* », a déclaré le Burgmeister allemand. Joachim Moyse et son homologue d'outre-Rhin ont réaffirmé les liens d'amitié qui unissent les deux villes. Les deux maires ont déposé des gerbes devant le monument aux morts.



IFTTRES

La jeunesse pour la paix

Autre moment fort de cette cérémonie du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale qui vit tomber au moins 200 « poilus » stéphanais : la lecture de lettres de soldats français et allemands par des élèves de 6° du collège Pablo-Picasso (Emma, Chaima, et Shadia) et des lycéennes de Nordenham (Svea, Lina et Kea).



LES BIJOUX D'ELSA TRIOLET

Visites guidées

Il ne reste que trois dates - dimanche 2, samedi 8 et dimanche 16 décembre pour profiter d'une visite guidée de l'exposition « Les bijoux d'Elsa Triolet créations haute couture ». Plus de 2 000 personnes (sans compter les visites scolaires) ont pu jusqu'à présent découvrir au Rive Gauche ces bijoux créés dans les années 1930.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Dans les bibliothèques au 02 32 95 83 68 ou au Rive Gauche au 02 32 91 94 94.



COPROPRIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

Le ministre se déplace au Château blanc

Lundi 19 novembre, le ministre de la Ville et du Logement, Julien Denormandie, était en déplacement à Saint-Étienne-du-Rouvray pour installer le quatrième comité de pilotage du plan « Initiatives copropriété », lancé par l'État le 10 octobre dernier. Financé par l'État à hauteur de 2,5 milliards d'euros, ce plan vise à enrayer les dynamiques de dégradation des copropriétés privées et à lutter contre les marchands de sommeil. Saint-Étienne-du-Rouvray figure parmi les quatorze sites placés en suivi national dans le cadre de ce plan. Cent trente copropriétés au total, parmi 684 en difficulté recensées en France, sont ciblées dans le périmètre des quatorze sites placés en suivi national, dont huit à Saint-Étienne-du-Rouvray.

À VOIR ÉGALEMENT Un reportage vidéo sur saintetiennedurouvray.fr



À tous les niveaux, l'action municipale est essentielle pour le quotidien des habitants. De façon déterminée, j'agis avec les élus de notre ville pour contribuer à une qualité de vie améliorée. Pour cela, je compte notamment sur des partenaires qui peuvent nous permettre d'avancer très concrètement : l'État, la Région, le Département, la Métropole Rouen Normandie. La venue du ministre du Logement, dans notre ville, le 19 novembre dernier, marque une attention toute particulière portée par l'État, ses services et l'ensemble des acteurs concernés dans le domaine de l'habitat sur notre territoire. Ce soutien est la condition indispensable à la réussite d'un développement harmonieux et équilibré du bien vivre dans son logement à Saint-Étienne-du-Rouvray.

> **Joachim Moyse** Maire, conseiller régional



Directeur de la publication: Jérôme Gosselin.

Directrice de l'information et de la

communication: Sandrine Gossent.

Réalisation: service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806

Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique: L'ATELIER de communication. Mise en page : Aurélie Mailly. Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Laurent Derouet, Ariane Duclert. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. Photographes: Éric Bénard (E.B.), Jean-

Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J. L.), Loïc Seron (L.S.) Distribution: Benjamin Dutheil. Tirage: 15 000 exemplaires. Imprimerie: IROPA 0232813060

Actualités

SEMAINE DU HANDICAP

Même pas peur du handicap

Du 3 au 7 décembre, la Ville organise la 5^e édition de la Semaine du handicap et invite à réfléchir sur la place du handicap dans nos sociétés : comment favoriser la mixité, abolir les frontières, faire du handicap une différence parmi d'autres...

n 2005, la loi pour l'égalité des droits et des chances proposait un vrai renversement de perspective en jetant les bases d'une société inclusive. Le principe : ce n'est pas à la personne en situation de handicap de faire l'effort de s'intégrer mais bien à la société tout entière de s'adapter pour que chacun trouve sa place, et ce dès le plus jeune âge. C'est ainsi que la scolarisation en milieu ordinaire des élèves atteints de handicap est depuis devenue la règle, à charge pour l'école de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que les enfants s'y sentent bien. Et pour Pierre Maujean, coordonnateur du

dispositif Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire) au collège Paul-Éluard, c'est évidemment une bonne chose : « Les élèves, répartis dans les classes, participent à la vie du groupe. Ils se sentent appartenir à la société, même s'ils présentent des troubles d'apprentissage. » Au contact des autres, ils développent également leur autonomie, leur adaptabilité et, en retour, leurs camarades apprennent aussi la tolérance. Solène Ramos, accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH), vient en

soutien : une présence indispensable pour éviter que les enfants ne soient mis en échec. Car au-delà des principes derrière lesquels tout le monde se retrouve, l'inclusion doit surtout être pensée et accompagnée pour être une réussite. Or ce n'est pas toujours le cas : le manque d'assistants de vie scolaire (AVS)*, faute de recrutements suffisants, ou l'inclusion subie du fait des délais d'attente pour accéder aux structures spécialisées quand elles sont nécessaires, ajoutés au déni que peuvent éprouver certains parents face au handicap de leur enfant, font que les enfants peuvent très vite se retrouver en décalage par rapport à leurs réels besoins. Et les dégâts sont alors souvent considérables en créant des blessures profondes, un sentiment d'échec personnel, générateur d'exclusion.

Changer le regard face à la différence

Au contact d'un public adulte cette fois, la danseuse et chorégraphe Anne Delamotte en fait régulièrement le constat : depuis plusieurs années, avec sa compagnie Impact, elle s'efforce de tisser des liens entre ces

Les coulisses de l'info

Accompagner une personne en situation de handicap demande parfois beaucoup d'engagement. Même avec de la bonne volonté, il n'est pas toujours facile de tisser des liens, de faire évoluer les mentalités et changer les regards. L'inclusion ne s'improvise pas et implique que chacun fasse une partie du chemin pour une intégration réelle qui ménage une place et un rôle à tous.





« deux mondes » : celui du handicap et les autres. « Mais c'est difficile, reconnaît-elle. Beaucoup de travail reste à faire pour changer en profondeur le regard de notre société face à la différence. » Aujourd'hui, elle travaille avec l'atelier éducatif de jour de l'Apajh (Association pour adultes et jeunes handicapés) une chorégraphie au titre évocateur « Même pas peur », qui sera présentée à la Semaine du handicap et plus tard, sur des scènes de festivals.

* Le maire a adressé un courrier le 13 novembre au recteur de l'académie afin de l'alerter sur la situation des enfants stéphanais qui ne bénéficient pas encore d'assistants de vie scolaires.

«MÊME PAS PEUR» Mardi 4 décembre, centre Georges-Déziré à 20 heures en première partie de Samuel, par la compagnie Le Voyageur debout. Réservations au 02 35 02 76 90.

Lors de la Semaine du handicap, un temps est dédié aux aidants, « Le Café des aidants » où chacun pourra trouver à la fois un lieu pour échanger et un moment de bien-être, mercredi 5 décembre au centre socioculturel Jean-Prévost de 14 à 17 heures. Tél. : 06 79 06 32 02.

EXPOSITION

Une œuvre à quatre mains

Créer une œuvre à quatre mains avec des adultes atteints de handicap mental, c'est le défi que se sont lancé trois artistes de l'UAP (Union des arts plastiques) de Saint-Étienne-du-Rouvray : Jackye Soloy-Guiet, Claude Soloy et Dorothée Prigent. « Cette expérience s'inscrit dans le cadre de notre exposition Une seule humanité — Hommage à Rosa Parks qui se veut une réflexion sur la différence, explique Jackye Soloy-Guiet. L'œuvre sera exécutée au fil de trois séances d'une heure et demie en binômes et présentée au public en marge de l'exposition. Collages, dessins, textes écrits... tout est ouvert, observe Jackye Soloy-Guiet, pour qui cette initiative est avant tout une rencontre humaine. « Ce sera l'expérience de l'autre, de sa liberté, conditions pour un vrai dialoque. »

EXPOSITION À VOIR jusqu'au 21 décembre à l'espace Georges-Déziré.

MINI-OLYMPIADES

Rencontres autour du sport

C'est désormais une tradition : pour l'ouverture de la Semaine du handicap, élèves valides et non valides s'affronteront en binômes à l'occasion des mini-olympiades.

Sylvia Daigremont est professeure de sport au collège Paul-Éluard et aborde régulièrement avec ses élèves la question de la différence : « Quand on parle de handicap aux enfants, la première réaction, c'est la peur, et celle-ci est souvent liée à l'apparence physique, constate-t-elle. Mais en prenant le temps d'expliquer, les a priori tombent et, une fois que le stress est passé, c'est qagné! »

Après une première rencontre « histoire de faire connaissance » avec les adultes de l'APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés) du Grand-Quevilly, ses vingt-huit élèves se préparent aujourd'hui pour les épreuves sportives des mini-olympiades qui auront lieu lundi 3 décembre au parc omniports Youri-Gagarine et, déjà, l'enthousiasme l'emporte. Torball, handball fauteuil, tennis, volley, danse, parcours gymnique et ludique : ces moments de plaisir partagé feront vite oublier les différences.

Et après ces mini-olympiades, d'autres animations réparties sur différents sites de la ville émailleront ensuite cette semaine dédiée à tous les handicaps: parcours en fauteuil, ciné-débat, repas dans le noir, spectacles et portes ouvertes. Avec l'objectif de faire perdurer les échanges bien au-delà de ce temps fort.

LE PROGRAMME DÉTAILLÉ est à retrouver sur ville-saintetiennedurouvray.fr

Actualités

COP 21 LOCALE

Manque de cohérence métropolitaine

La Ville a signé l'Accord de Rouen qui recense les actions du territoire métropolitain en matière de développement durable. « Depuis 2015, nous avons co-élaboré 55 actions avec les habitants et les agents municipaux, explique Fabienne Burel, maireadjointe en charge de l'Agenda 21 stéphanais. Nous nous sommes rendu compte que nos objectifs collent avec les engagements pour 2030, comme l'accompagnement des publics fragiles, l'action en faveur de l'accès aux droits, à la santé, etc. Ce sont des valeurs humanistes portées par la Ville depuis longtemps. » Parmi ces actions, il y a en outre le marché public de performance énergétique (MPPE) engagé en 2012 et destiné à réduire la facture énergétique municipale grâce à des investissements en termes d'isolation thermique et de production

D'autres actions préconisent l'utilisation de matériaux bio-sourcés (obtenus à partir de matières premières renouvelables issues de la biomasse), d'éclairages LED, de récupérateurs d'eau de pluie, de panneaux solaires, etc. « On peut toutefois s'interroger sur la cohérence d'un tel accord lorsque la Métropole soutient le projet de contournement Est, pointe l'élue stéphanaise. Cet ouvrage hors du temps est source de pollutions et de nuisances, il fait peser une menace sur la ressource en eau et prévoit de détruire 146 hectares de forêt. » Il faut enfin noter que l'Accord de Rouen répond à une obligation légale imposée aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus 50 000 habitants.



ORDURES MÉNAGÈRES

Une collecte au lieu de deux

Les ordures ménagères ne seront collectées qu'une fois par semaine, le jeudi, au lieu de deux à partir du 7 janvier. Mais la taxe qui finance leur collecte ne diminue pas. Pourquoi?

La taxe ne

couvre pas le

coût réel

LES BACS GRIS NE SERONT SORTIS QUE LE JEUDI À PARTIR DU 7 JANVIER. CONSÉQUENCE DE LA RÉDUCTION DES « ORDURES MÉNA-GÈRES RÉSIDUELLES » (OMR, CELLES QUI RESTENT APRÈS LE TRI), cette décision de la Métropole intervient alors que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères a légèrement

augmenté en raison de la révision annuelle de la valeur locative (le taux reste quant à lui inchangé). « Cette seconde collecte servait très peu, explique Jocelyne Grout, en charge du dossier à la Métropole. La production des déchets ména-

gers est à la baisse depuis des années mais nous avons différé sa suppression dans les dix dernières communes concernées pour que les gens n'aient pas la sensation d'être privés d'un service. » Seuls l'habitat individuel et l'habitat collectif inférieur à dix logements sont concernés.

De 308,7 kg par an et par habitant en 2011 à 284 kg en 2017, la baisse des OMR est notamment liée « à l'extension des consignes de tri en octobre 2016 [qui] a permis de détourner une partie du flux vers les déchets ménagers recyclables », indique la Métropole. Preuve

en est donc que les habitants agissent pour réduire leurs déchets et donc le coût de leur enlèvement. Alors pourquoi ne pas baisser la taxe qui le finance ? « La taxe ne couvre pas le coût réel du service, répond Loïc Bertrand, adjoint à la maîtrise des déchets à la Métropole. Moins de collectes évite aussi que la taxe

n'augmente davantage. » Sur les 65,7 millions d'euros de fonctionnement de ce service public (+4 % en 2017), 14 millions sont en effet abondés par le budget général de la Métropole (-6,1 % en 2017).

La baisse des déchets verts (-15 % entre 2016 et 2017) ne semble pas non plus avoir eu d'effet sur la taxe. « Les collectes de janvier, février et décembre seront supprimées car les tonnages y étaient faibles, ajoute Jocelyne Grout. Nous encourageons les habitants à composter leurs déchets organiques et à broyer leurs végétaux. » Sauf que la Métropole a cessé son aide à l'achat de bac à compost. L'achat d'un broyeur efficace se chiffre quant à lui à plusieurs centaines d'euros...

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

0 800 021 021.

Idéologie anti-CIO

Quand l'État transfère aux Régions l'information sur l'orientation des élèves afin de supprimer les CIO, ces derniers alertent contre la destruction du modèle scolaire.

ébut septembre, était promulguée « la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (LCAP). « En transférant la compétence de l'information en orientation aux Régions au 1^{er} janvier 2019, le ministre affirme en réalité son intention de fermer de nombreux CIO alors même que les activités purement informationnelles ne constituent plus le cœur de nos activités depuis longtemps », prévient Mathias Dechamps, directeur du centre d'information et d'orientation Rouen-Sud et représentant Snes-FSU.

De même, quand le ministre Jean-Michel Blanquer parle d'« évolution des CIO [qui] permette une proximité avec les élèves » en les transférant dans les lycées, ceux qui y travaillent entendent « destruction de la proximité » : « La proximité ne peut réellement exister que si le CIO reste perçu comme un lieu neutre, explique Mathias Dechamps. En fait, le ministre considère l'école comme un lieu réservé aux enfants qui n'ont pas de problèmes. » Enfin, quand

il assimile l'orientation à une simple affaire d'information, le ministre fait bondir les psyEN (psychologues de l'Éducation nationale) : « Notre travail est d'accompagner les enfants dans la construction de leur représentation d'eux-mêmes en tant qu'adultes et pas seulement en tant que futurs travailleurs. Or là, nous sommes face à une idéologie adéquationiste. »

Adéquationisme?

« Le ministre veut construire les diplômes en adéquation avec les besoins des entreprises », souligne quant à elle Magali Hoaro, psyEN stéphanaise (Snes-FSU). En période de chômage de masse, construire des diplômes en fonction des besoins de l'entreprise ne semble pourtant pas choquant. Alors pourquoi s'élever contre un tel projet ? « Parce que l'objectif est de modeler la population en fonction des besoins du marché, l'école serait ainsi réduite à produire de la main-d'œuvre pour les intérêts ultra-libéraux. »

Telle serait donc l'« idéologie » à l'œuvre.

Mais quid de sa cohérence? Dans un contexte où « 50% des emplois seront profondément transformés dans les dix ans à venir », des mots mêmes de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, à propos de la LCAP, pourquoi figer des générations entières dans des formations qui n'auront plus cours demain, interpelle Magali Hoaro: « Si on ne leur transmet plus un savoir assez large, comment les jeunes pourront-ils s'adapter? »

Fermeture des CIO, adéquationisme, tels seraient donc les ressorts non avoués de la LCAP. La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) y voit quant à elle, par la voix de Dorothée Avet, sa secrétaire générale, un troisième objectif tout autant non avoué : « Permettre le développement des "coachs" et des officines privées d'orientation. » En somme, grâce à la LCAP, les enfants seront libres de choisir... pourvu qu'ils se conforment aux choix des entreprises et que leurs parents payent pour un service qui jusqu'à présent est public et gratuit.



Le CIO Rouen-Sud a réalisé 1 567 entretiens entre septembre 2017 et juillet 2018, dont un quart à des jeunes non-scolarisés. « Un travail sur l'orientation axé uniquement sur l'informatif serait purement et simplement voué à l'échec », explique son directeur.

le stéphanais 29 novembre – 20 décembre 2018

Actualités

ÉCOCITOYENNETÉ

Agissons pour le climat!

Une semaine écocitoyenne permettra du 10 au 15 décembre de se sensibiliser aux gestes du quotidien qui préservent la planète. Essentiel en cette période où il est plus que temps d'agir.

SI L' « ÉCO » D'ÉCOCITOYENNETÉ RENVOIE AU TERME « ÉCOLOGIE », IL PEUT AUSSI S'ENTENDRE AU SENS D' « ÉCONOMIE » À **PORTÉE DE MAIN.** Des gestes simples comme éteindre ses appareils électriques au lieu de les laisser en veille peuvent faire économiser jusqu'à 174 € par an et par foyer, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). « Si le bouton on/off n'est pas accessible, on peut relier ces appareils à des multiprises avec interrupteur, explique Christophe Dalibert, responsable municipal de cette semaine écocitoyenne. Par ces gestes simples, notre objectif est de faire monter les habitants en compétences dans le domaine de l'écocitovenneté.»

Deux rapports récents alertent sur l'urgence d'agir pour limiter les conséquences du changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) estime que les températures pourraient augmenter de +5,5 °C si rien n'est fait d'ici 2100. En limitant cette hausse à +1,5 °C, les conséquences seraient déjà importantes : amplification des catastrophes naturelles, perte de biodiversité, baisse des rendements agricoles et de la pêche, hausse du niveau de la mer... Le WWF alerte quant à lui sur les dommages d'ores et déjà causés par le changement climatique : en quarante ans, nous



avons perdu 60 % des populations d'animaux sauvages sur Terre.

Les collectes d'objets et d'encombrants réutilisables et leur valorisation grâce à une ressourcerie éphémère jeudi 13 décembre, au cœur de cette semaine écocitoyenne, participent à ces gestes quotidiens qui peuvent limiter les conséquences du dérèglement climatique. Cette semaine sera également marquée par l'inauguration d'un « éco-appartement » dans l'immeuble Hauskoa, mardi 11 décembre à 17 heures (*Le Stéphanais* reviendra sur cet appartement témoin dans sa prochaine édition) et par la plantation d'un arbre, préambule à la rédaction d'un « charte de l'arbre à Saint-Étienne-du-Rouvray ».

PROGRAMME COMPLET sur saintetiennedurouvray.fr Pour la collecte des encombrants, prendre rendez-vous au o2 32 83 33 75 ou à ressourceries@resistes.org

LIVRE JEUNESSE

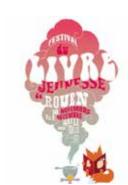
Un festival... qui se dévore!

La 36° édition du festival Rouen Normandie du livre de jeunesse se tiendra à la halle aux Toiles vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre. Le thème retenu cette année est celui de « La cuisine dans la littérature jeunesse ». Soixante-cinq auteurs et illustrateurs seront présents sur ces trois jours pour concocter cette édition gourmande où officieront également les ludothécaires stéphanais. « Pour cette édition, nous présenterons des jeux en rapport avec la thématique du festival, explique Grégory Méjean, responsable de la ludothèque Célestin-Freinet. Ce sont des jeux comme à la carte, Et Toque!, à la bouffe, Speed Pizza et bien d'autres. Le clou de cette édition sur le stand de la ludothèque sera sans doute le jeu coopératif Kitchen Rush, une nouveauté très attendue! » En amont du festival, la ludothèque a également organisé une soirée jeu à l'espace Georges-Déziré. « Cette soirée a été préparée avec six jeunes stéphanais signataires d'un Contrat partenaires jeunes (CP)). Le week-end du festival, ils seront également sur le stand pour animer des jeux. »

Une manière délicieusement ludique de donner goût à la lecture... et en lien avec l'esprit d'un festival dont l'objectif avoué depuis sa fondation en 1983 par l'Union locale CGT de Rouen est de « *transmettre le plaisir de la lecture et de promouvoir la littérature jeunesse* ».

FESTIVAL ROUEN NORMANDIE DU LIVRE DE JEUNESSE

Halle aux Toiles, Rouen, vendredi 30 novembre de 10 à 20 heures, samedi 1er décembre de 10 à 20 heures et dimanche 2 décembre de 10 à 18 heures. 2,50 €, gratuité pour les moins de 18 ans, les étudiants, les bénéficiaires des minima sociaux, les familles nombreuses.



Gare aux Dragonnes!

L'Union sportive stéphanaise (USS) de handball est entrée dans le circuit des championnats un an tout juste après sa création. Un début prometteur pour ce club essentiellement féminin.

l y a un an, la discipline au petit ballon rond était peu pratiquée en terres stéphanaises. Mais une terre en jachère n'en reste pas moins cultivable. Et fertile. C'était l'intuition d'Aurélien Lainé, directeur sportif au Stade sottevillais, venu prêcher le handball dans les écoles stéphanaises, via l'UNSS.

La graine de champions n'attendait qu'à être semée. Les premières pousses furent d'emblée... internationales, comme l'a montré le parcours du jeune Moussa Sidibé (Le Stéphanais n° 236). La pratique stéphanaise restait toutefois embryonnaire mais l'envie et les talents - étaient bel et bien là, assure Hervé Dessolle, président-fondateur de l'USS handball: « On s'est aperçu qu'il y avait un manque sur la commune. On a créé le club en avril 2017 en ciblant en priorité les quartiers en politique de la ville. L'année dernière, on a initié au hand les 675 élèves des écoles Henri-Wallon et Jean-Macé. » Dans une logique de complémentarité avec les voisins sottevillais et osséliens, le club stéphanais a décidé de s'ouvrir en priorité aux filles. « Elles sont pugnaces et combatives, reconnaît Aurélien Lainé. C'est assez impressionnant car certaines n'avaient aucune culture du petit ballon.»

Esprit d'équipe

Avec deux équipes féminines (les moins de 15 et 13 ans) et une équipe mixte (moins de 11 ans), l'USS entamait donc cette année sa première saison sportive. Hasard du calendrier, le match inaugural des moins de 13 ans aura aussi été un match du championnat départemental, le 7 novembre au gymnase Paul-Éluard. Un début tout feu tout flamme puisque les Dragonnes (le nom des Stéphanaises) l'ont emporté 15 buts à 6 sur les Grand-Quevillaises. « Elles ont les bases,

le dribble et la passe sont actés. Il ne leur reste plus qu'à jouer plus simple », se félicite Alexandre Dolignon, le coach. Il est vrai que les jeunes joueuses ont encore les défauts de leurs qualités : à vouloir jouer collectif, elles en oublient parfois de marquer... Reste que l'œil handballistique des Stéphanaises n'a rien à envier aux plus anciennes, en témoigne Solveig décryptant le jeu des Quevillaises: « Elles n'ont pas beaucoup de technique mais elles ont la vitesse de jeu!» Beaucoup de choses restent à construire mais les Dragonnes ont d'ores et déjà intégré l'essentiel du handball : avoir le sens du collectif. C'est précisément ce qu'apprécient les moins de 15 ans : « On aime le hand parce que c'est physique mais surtout pour l'esprit d'équipe, la bonne entente entre les ioueuses.»

USS HANDBALL Hervedessoleuss@yahoo.com ou o6 63 84 46 65 (Aurélien Lainé).



◀Les Dragonnes stéphanaises de moins de 15 et 13 ans de l'USS handball dans le gymnase Paul-Éluard où elles s'entraînent.



Le service public pris en étau

Contrainte par la baisse des dotations et la mise en œuvre des réformes imposées par le gouvernement, l'équipe municipale de Saint-Étienne-du-Rouvray entend conserver la maîtrise de ses choix politiques et ne pas céder à l'ultimatum économique prescrit par l'État.

on, une commune ne se gère pas comme une entreprise. « Le service public communal n'a pas vocation à générer du profit », confirme le maire Joachim Moyse. Le principe semble aller de soi et pourtant la chambre régionale des comptes de Normandie, dans un rapport publié en octobre 2018, n'hésite pas à indiquer notamment que le « montant par élève est plus élevé à Saint-Étienne-du-Rouvray (264 € par an) que pour la moyenne des communes de taille

comparable (161 € par an) » sur la période 2013-2016. Ce genre d'appréciation n'est pas sans rappeler le modèle italien et son pacte de stabilité mis en place en 1999 afin de « maîtriser les dépenses locales ».

Un pacte qui s'appuie sur des mesures de surveillance et des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la limitation des crédits engagés et l'interdiction de recruter du personnel. Au nom de l'urgence de la réduction de la dette publique, la France pourrait-elle se laisser tenter avec l'objectif d'ajuster les « coûts » par habitant sur une moyenne nationale entérinée par l'État. Combien de temps le maire conserverait-il alors son autonomie de gestion ?

L'équité sociale avant tout

La chambre régionale des comptes enfonce le clou quand elle indique que « le choix d'assurer en régie la gestion de l'ensemble des équipements et des services (...) entraîne des dépenses de personnels élevées ». De son côté, le maire Joachim Moyse n'en démord

Les coulisses de l'info

La fonction de maire paraît de moins en moins tenable. Ces piliers de la démocratie sont-ils voués à disparaître au profit d'une concentration des pouvoirs entre les mains des métropoles, des régions et de l'État? Seront-ils bientôt évalués comme chefs d'entreprise à l'aune d'une gestion qui limite les coûts par habitant? La mutation n'est pas sans risque pour le modèle de démocratie et de République.

Le dispositif Unicité permet à la fois à la Ville de tenir ses engagements en faveur de l'accès au sport et aux loisirs pour tous et d'appliquer une tarification solidaire qui s'adapte aux ressources des habitants.



pas. Selon lui, « la régie, c'est l'engagement de rendre un service équitable pour notre population. À Saint-Étienne-du-Rouvray, nous avons un public plus fragile que dans d'autres communes, plus impacté par la précarité. Pour faire face à nos missions, nous avons des assistantes sociales, un référent santé, un référent prévention pour les jeunes. Il s'agit d'autant de priorités du projet municipal dans lequel il n'est pas question de trancher ».

Concrètement, à la piscine Marcel-Porzou, le recours à la régie permet à la Ville d'appliquer sa tarification solidaire mais aussi de garder le contrôle sur les ouvertures de créneaux pour les écoles élémentaires, l'école de natation et le grand public. Dans le même temps, près d'une quinzaine d'heures par semaine sont dédiées à des associations parmi lesquelles le Club nautique stéphanais ou le Club subaquatique du Rouvray. Enfin, la piscine Marcel-Porzou a choisi de ménager des créneaux horaires pour des structures accueillant des personnes en situation de handicap ainsi que pour les assistantes maternelles stéphanaises. Qu'en serait-il si un gestionnaire privé avait en charge cet équipement sportif municipal? La rentabilité ne risquerait-elle pas de prendre le pas sur l'équité sociale, au plus près des injonctions portées par la chambre régionale des comptes?

Accompagner tous les habitants

« Nous avons un autre projet pour nos habitants, insiste le maire Joachim Moyse. En particulier pour les plus défavorisés et les plus fragiles. » Dans ce cadre, l'accès aux soins et le parcours de santé à tous les âges de la vie constitue une des priorités de la Ville. « Depuis 2012, la Ville a signé deux contrats locaux de santé (CLS) avec l'Agence régionale de santé (ARS), explique Chloé Stéphan, coordinatrice du CLS. Dans ce cadre, une convention a été signée avec l'hôpital Saint-Julien pour faciliter l'accès aux soins des enfants de 6 à 16 ans qui sont atteints de problèmes de santé complexes ; un parcours de santé est décliné dans les quatre collèges stéphanais en lien avec les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté sur des sujets aussi essentiels que l'alimentation, l'hygiène, l'éducation à la sexualité, le développement des compétences psychosociales. »

À l'échelle municipale, le contrat local de santé s'appuie sur un référent santé mais aussi des référents thématiques spécialisés dans les questions du vieillissement, de l'habitat, du sport, de l'alimentation... Un budget assumé et porté par la Ville à hauteur d'environ 100 000 € par an. Mais pour combien de temps encore ? « En 2019, pas de renouvellement de contrat local de santé, indique Chloé Stéphan. L'ARS a décidé d'évaluer le dispositif pendant une année au terme de laquelle il s'agira de savoir si le portage revient aux mairies ou aux métropoles. » Potentiellement, un nouveau coup bas porté à l'autonomie de gestion des maires qui risquent de devenir des prestataires de services, pilotés par l'État.

Le poids financier des réformes de l'État

Là encore, la Ville assume ses responsabilités quand « elle se trouve confrontée à des réformes imposées par le gouvernement sans concertations ni compensations financières, souligne Joachim Moyse. Ainsi, lorsque nous avons récupéré en mars 2017 la gestion des cartes d'identité biométriques qui nécessitent le recueil d'empreintes digitales des demandeurs. Saint-Étienne-du-Rouvray fait partie des trente-quatre mairies en Seine-Maritime en charge de cette compétence. Résultat, des délais plus longs pour obtenir sa carte d'identité et un engorgement des points d'accueil municipaux ».

De la même manière, quand le gouvernement décide de mettre en place le dédoublement des classes de CP et de CE1 en réseau d'éducation prioritaire, la Ville se doit de réagir dans l'urgence alors qu'elle appréhende déjà depuis 2013 une augmentation importante des effectifs scolaires. Au total, vingt-cinq classes auront été ouvertes entre 2013 et 2017 à Saint-Étienne-du-Rouvray. À la rentrée 2018, la Ville comptait douze ouvertures de classes supplémentaires dont onze dans le cadre des dédoublements. Coût pour la Ville: 60 000 € d'achat de mobilier et plus de 32 000 € de frais de déménagement, de câblage informatique, de réfection des classes et d'installation des tableaux. Fallait-il s'en passer pour contenter la chambre régionale des comptes ? Faut-il poursuivre ou s'incliner? « Oui, on doit y aller, répond le maire, Joachim Moyse. Il faut être dans la lutte pour revendiquer des moyens complémentaires et être dans la construction pour confirmer les priorités locales. Je veux aussi sensibiliser la population pour qu'on soit ensemble sur cette question, pour exprimer une préoccupation commune. J'ai besoin des Stéphanais pour poursuivre ma mission. »

Les maires résistent

Depuis plusieurs mois, les maires de France expriment un malaise profond alors qu'ils se sentent méprisés par l'État, débordés par leurs missions et privés de moyens financiers. Faut-il se résigner à constater que la fonction de maire est de moins en moins tenable ?



◀ La contractualisation imposée par l'État aux collectivités locales prévoit que celles-ci devront maintenir l'augmentation de leurs dépenses de fonctionnement sous le seuil de 1,2 % par an pendant cinq ans. Cette contrainte qui s'applique au Département de Seine-Maritime et à la Région Normandie n'est pas sans conséquences pour les communes.

a France compte 35 440 maires. Une grande partie d'entre eux reconnaissent éprouver des difficultés à exercer leur mandat. Certains démissionnent, d'autres se maintiennent avec la certitude de ne pas se représenter, la plupart demandent à la fois plus de moyens et de considérations. Dans tous les cas, la mission paraît de plus en plus difficile à tenir à tel point que, durant l'été 2018, une vague de démissions a submergé le pays, en particulier dans les communes les plus éloignées des pôles métropolitains. Un phénomène qui s'inscrit dans le temps puisque le nombre de maires ayant quitté leur fonction depuis 2014 est en hausse de 55 % par rapport à la précédente mandature. Les maires seraient-ils condamnés à exercer une mission impossible ou à abdiquer?

La stratégie de déstabilisation

« Le malaise ressenti par les maires de France n'a rien d'imaginaire, ni d'artificiel, estime Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre d'études politiques de l'Europe latine (Cepel). Il y a d'abord l'impossibilité de s'appuyer sur les ressources rendant crédible un projet. Ensuite, il y a la croissance des demandes individualisées de concitoyens moins "cadrés" qu'auparavant par des logiques collectives stables, associatives ou partisanes. L'essor de l'intercommunalité sur les compétences stratégiques essentielles pèse aussi en particulier en termes d'aménagement du territoire. À la fin, il y a le sentiment de payer de sa personne pour une mission devenue ingrate voire discréditée alors qu'elle est le premier pilier de la République. L'incertitude qui pèse sur ses leviers est d'autant plus grande que les velléités intercommunales se précisent, que les ressources départementale et régionale sur lesquelles le maire pouvait s'appuyer lui sont désormais comptées. Car le grand tournant qui ne concerne pas que les communes mais l'ensemble des pouvoirs territoriaux est la réforme fiscale de décembre 2009 qui réduit l'autonomie fiscale locale à peu de choses. Ensuite, les politiques de rigueur ont précisé la contrainte. L'exécutif actuel y ajoute une stratégie de déstabilisation qui n'est pas sans risque. »

Cette déstabilisation évoquée par Emmanuel Négrier ne passe pas que par des contraintes financières et réglementaires. « Quel est le qualificatif le plus fréquent utilisé par le chef de l'État quand il parle des élus locaux ? "Clientélisme"... Pour lui, les élus locaux sont des personnes qui se constituent des clientèles électorales. C'est un profond mépris et une injure », relève André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France dans une interview accordée en octobre 2018. Conscient de mettre à mal la relation de confiance avec les élus locaux. l'État aurait-il une idée derrière la tête, quitte à en finir avec la décentralisation et l'autonomie de gestion des communes et des collectivités locales?

Le risque

Comment se convaincre que la décentralisation est toujours à l'œuvre en France lorsque la contractualisation financière s'impose aux communes et aux collectivités locales de plus en plus drastiquement. Ou encore quand le gouvernement menace les élus de leur faire payer des amendes ou de couper dans leur budget s'ils ne rentrent pas dans le cadre. « Oui, le risque de recentralisation existe bel et bien, explique Emmanuel Négrier. Pour l'État, il s'agit de se reconstituer une marge de manœuvre, gouverner à distance coûte moins cher en termes budgétaires mais se révèle hors de prix en termes d'équité sociale. Dans les mois à venir, il faut s'attendre à ce que les maires se retrouvent confrontés à de nouveaux défis avec le renforcement des capacités de chantage de l'État sur les reconfigurations locales – fusions communales, transferts de compétence, contractualisation fiscalobudgétaire. » La solution passe peut-être par une mobilisation des habitants soucieux d'une démocratie qui s'exerce au plus près des besoins et des réalités du territoire (lire colonne de droite).

INTERVIEW

« Faire vivre la démocratie directe »

Arnaud Haquet, professeur des universités en droit public à l'université de Rouen.

Un processus de recentralisation est-il à l'œuvre en France ?

La recentralisation est présente dans le projet métropolitain dès le départ. Dans ce cadre, le rôle du maire a beaucoup évolué jusqu'à risquer de ne plus être qu'un interlocuteur entre les habitants et l'intercommunalité. Quelle place reste-t-il dans ces conditions à l'identité politique ? Comment les maires peuvent-ils mettre en œuvre un programme qui leur soit propre ? Attention à ne pas transformer les communes en arrondissement de la métropole.

Le renforcement de la démocratie locale passe-t-il par l'élection du président de la Métropole au suffrage universel ?

Pour l'instant, les maires détiennent encore la légitimité démocratique. Les habitants en sont conscients. Si le président de la Métropole venait à être élu au suffrage universel direct, il serait le premier investi de cette légitimité démocratique et cela pourrait détruire cette relation au maire. Au-delà, le président de la Métropole pourrait être tenté de tout imposer. Ce lien de subordination par rapport aux maires, y compris sur un plan financier, serait une source de tension supplémentaire.

Peut-on parler d'une stratégie orchestrée par l'État ?

On peut dire que le président Macron croit plus en l'État que dans les collectivités. Il porte une vision marquée par la méfiance à l'égard du service public qui ne serait pas en mesure de faire face à des compétences de plus en plus techniques. Dans ce sens, il y a clairement une volonté de limiter l'autonomie des collectivités locales. Des solutions restent à inventer. L'identité communale passe par l'affirmation d'une communauté locale qui n'existe que si elle a des représentants et si elle s'exprime à travers une démarche participative. En consultant ses habitants, le maire ne peut que renforcer sa légitimité et faire vivre la démocratie directe.

Élu·e·s communistes et républicains

Lorsque des multinationales pétrolières comme Total et ses 10 milliards de profits annuels ne paient pas d'impôts, le gouvernement préfère taxer les consommateurs de la manière la plus injuste qui soit, sous couvert d'écologie. Cette peinture verte est un mensonge! Face à une écologie punitive, nous revendiquons le rassemblement autour de la transition énergétique.

Le développement durable est social : il faut mettre fin au développement urbain responsable de la congestion et de la pollution en pratiquant une véritable politique d'aménagement du territoire, tout en développant le réseau ferroviaire et son accessibilité, plutôt que de fermer des lignes et de satisfaire les exigences du lobby routier par le financement public de projets autoroutiers privés ; taxer le kérosène (qui ne l'est pas aujourd'hui) au profit d'un budget dédié à la transition sociale et écologique.

Taxer les profits pétroliers au bénéfice d'une modernisation de notre modèle ferroviaire est possible. Un modèle plus écologique est à portée de main : la SNCF affirme la possibilité à court terme de faire rouler des trains hydrogènes. Nous avons les rails, ils ont l'argent! Là où ils sont, les élus communistes portent ces choix.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu·e·s Droits de cité mouvement Ensemble

Portant gilet jaune, c'est une colère qui vient de loin et de profond. Macron en est désarçonné. À nous d'agir maintenant sans hésiter! Avec son gouvernement et sa majorité, Macron a mené à bout ses attaques contre les salariés et leurs syndicats (loi Travail), contre la SNCF (statut des cheminots). Il a ignoré le mécontentement populaire qui s'accumulait: baisse du pouvoir d'achat, des pensions, hausse de la CSG, recul des services publics, précarisation croissante du salariat. L'annonce de l'augmentation du prix de l'essence, accompagnée de l'alibi mensonger de favoriser la transition écologique, a servi de détonateur social.

Oui, Macron est bien le président des ultra-riches!

Le moment est venu de nous mobiliser tous ensemble, citoyens, associations, syndicats, formations politiques, pour imposer une autre politique. Refusons l'austérité infligée à la population. Il faut imposer l'impôt sur les grosses fortunes, la taxation des gros bénéfices pour une fiscalité plus juste. Ainsi, c'est possible d'avoir l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux, un vrai développement des services publics, ceci dans un autre modèle de développement économique, social et écologique !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

« Il faut se désintoxiquer de la France du tout pétrole », a dit le porte-parole du gouvernement en réaction à la colère exprimée par les gilets jaunes. Et en même temps, le gouvernement :

- va construire de nouvelles autoroutes, chez nous à Rouen avec le contournement Est mais aussi à Strasbourg et Toulouse
- autorise Total à chercher du pétrole au large de la Guyane
- divise par deux le crédit d'impôt transition énergétique
- mène une réforme de la SNCF qui conduit à la fermeture de lignes
- fait des cadeaux aux plus riches avec la suppression de l'ISF et le renouvellement du CICE

Nous nous opposons à cette politique. Nous ne pouvons pas accepter que l'argument écologique soit instrumentalisé pour justifier une ponction supplémentaire sur les ménages modestes. Nous réclamons le rétablissement de l'APL aux accédants à la propriété modestes, le doublement des aides aux ménages pour isoler les logements et ainsi réduire leur facture de chauffage de 50 % et l'augmentation des moyens pour développer les transports collectifs. L'écologie ne doit pas se faire contre nous mais avec nous. Elle doit au contraire être une composante de la lutte contre les inégalités.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu·e·s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Du haut de sa superbe, il n'y a vraiment que Macron pour faire mine de l'ignorer : mais oui, c'est de plus en dur pour boucler les fins de mois. Car sur fond de chômage massif, tout est bloqué depuis des années : les salaires alors que l'inflation repart à la hausse, les pensions soumises à une augmentation de la CSG, les allocations qui baissent carrément comme les APL. Et toutes ces augmentations qui minent le pouvoir d'achat : le gaz, l'électricité, les loyers, les mutuelles, le fioul ou les fruits et légumes... et l'essence avec les nouvelles taxes imposées par le gouvernement !

De l'autre côté, par contre, c'est vraiment la fête avec par exemple le cadeau de 21 milliards du CICE aux entreprises du CAC 40 uniquement pour engraisser les actionnaires. Alors faisons en sorte que le ras-le-bol populaire s'exprime le plus clairement possible en toute indépendance, notamment de l'extrême droite. Le meilleur moyen de s'opposer à la baisse du niveau de vie, c'est d'exiger l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations, en prenant sur les profits. Comment ? En faisant un vrai mouvement d'ensemble, avec des grèves qui se généralisent et qui paralysent l'économie du pays!

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

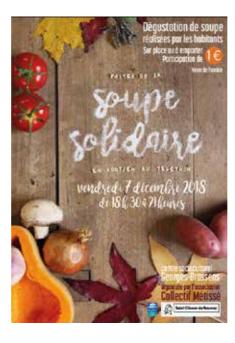
Pratique

SOLIDARITÉ

Téléthon: quelques dates

Voici le programme du Téléthon organisé par l'association Solidarité espoir recherche :

- Samedi 1er décembre. À la salle festive. 11 heures : dictée ; 13 heures : circuits de 20 ou 40 km à VTT ; 14 heures : atelier de détente du dos ; de 14 à 16 heures : zumba party ; 18 heures : apéritif réunionnais ; 19 heures : bal country ; dans l'après-midi : tournoi de tennis en double.
- Dimanche 2 décembre : loto de 14 à 19 heures à la salle festive.
- Mardi 4 décembre : petit-déjeuner solidaire de 8 h 30 à 10 h 30 au centre socioculturel Georges-Brassens.
- Vendredi 7 décembre : soirée « Faites de la soupe solidaire » de 18 h 30 à 21 heures au centre socioculturel Georges-Brassens.
- Mercredi 19 décembre : loto solidaire pour les enfants de 14 à 17 heures au centre socioculturel Georges-Brassens.



MAISON DE LA FAMILLE

FERMETURE EXCEPTIONNELLE

La maison de la famille sera exceptionnellement fermée jeudi 13 décembre après-midi.

RENSEIGNEMENTS au 02 32 95 16 26.

DÉCHETS VERTS

COLLECTE MENSUELLE

La collecte des déchets verts pour le mois de décembre a lieu vendredi 14.

SENIORS

COLIS DE NOËL

Tous les retraité-e-s de plus de 65 ans inscrit-e-s au service vie sociale des seniors sont convié-e-s à venir retirer le colis lundi 10 ou mardi 11 décembre. Un courrier sera transmis pour indiquer les dates et les heures de distribution. Renseignements au 02 32 95 93 58.

CHOUETTE! ON SORT! VOYAGE ANNUEL

Le voyage annuel de Chouette! On sort! a lieu du 12 au 18 mai à Erdeven, près de Lorient (sud Bretagne). Renseignements au 07 67 31 36 72.

Noces d'or

MICHÈLE ET JEAN-PIERRE GALLIOT Gare au gorille!



« Ma mère m'a dit: ton gorille fait des tours de Solex dans le quartier », se souvient Michèle. Le gorille ne l'était pas pour sa corpulence (58 kilos) ni pour sa pilosité mais parce qu'il attendait Michèle chaque soir à la sortie de l'Émancipation, où elle était vendeuse. Quant au Solex, Jean-Pierre (dit le gorille) l'avait décalaminé: « Et le hasard

a voulu que je passe devant chez Michèle, dans la Cité des Familles. » Le hasard n'étant sans doute pas sans préméditation, la belle Michèle (« Elle était toute bronzée, toute belle ») croisa le gorille : « Et ce fut notre premier bisou, au coin de la rue. » C'était en 1965. Trois ans plus tard, ils se marièrent et eurent deux enfants, lesquels leur donnèrent six petits-enfants. Michèle fut un temps assistante maternelle. Jean-Pierre fut cheminot, fondateur du Football club de Saint-Étienne-du-Rouvray en 1986. Il est aujourd'hui secrétaire général adjoint bénévole à la Ligue de football de Normandie. Michèle et lui ont fêté en mairie leurs cinquante ans de mariage samedi 24 novembre.

Noces d'or

ANNETTE ET FRANCIS ANQUETIL Ils dansaient le jerk



Ils se sont rencontrés au Palladium, à Saint-Adrien. « À l'époque, on dansait le jerk », se souviennent Annette et Francis. Était-ce alors sur de la musique pop sous les éclairs des stromboscopes ? Mystère. Annette et Francis se marièrent un an plus tard, en 1968, deux mois après mai. « On n'avait plus un sou,

forcément, ajoute Francis, on mangeait les patates que mon frère nous donnait. » Treize ans plus tard, rebelote pour les amoureux : patates à l'eau pour cause de 100 jours de grève chez les PapChap où Francis sera ouvrier pendant trente-sept ans. « On était en vacances, on a entendu à la radio qu'ils licenciaient 350 personnes. Trois mois de grève, trois mois sans salaire mais pendant quatorze jours on a réussi à faire fonctionner l'usine sans les patrons. C'était la première fois en Europe que ça arrivait dans une usine de l'industrie lourde. » Annette sera quant à elle aide-soignante à l'hôpital d'Oissel. Ils ont célébré leurs cinquante ans de mariage le 22 septembre entourés de leurs trois enfants, cinq petits-enfants et premier arrière-petit-enfant.

Pratique

Agenda

CITOYENNETÉ

JEUDI 13 DÉCEMBRE Conseil municipal

Le conseil municipal se réunit à 18 h 30 salle des séances. La réunion est ouverte à tous.

DU 10 AU 15 DÉCEMBRE **Semaine éco-citoyenne**

Lire p. 8.



SOCIAL

DU 3 AU 7 DÉCEMBRE Semaine du handicap

Lire p. 4 et 5.

SANTÉ

LUNDI 10 ET JEUDI 13 DÉCEMBRE Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, lundi 10 décembre de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Méliès, et jeudi 13 décembre de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social Croizat, 41 rue Ambroise-Croizat.

► Renseignements au 02 76 51 62 61

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

Parlons santé

Dans le cadre des « Rendez-vous de l'info », un rendez-vous « Parlons santé » est proposé.

▶ De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription. Renseignements auprès de la division du développement social au 06 83 03 01 50.

ANIMATIONS

SAMEDI 8 DÉCEMBRE

Manille coinchée

Le concours de manille coinchée en individuel du comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre a lieu à 14 heures à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. Ouverture des portes à 13 h 30.

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Foire aux jouets

Le centre socioculturel Jean-Prévost organise une foire aux jouets de 10 heures à 16 h 30. Renseignements au 02 32 95 83 66.

DU 3 AU 7 DÉCEMBRE

Décorations de Noël

Un atelier « Fabrication de décorations de Noël et décoration de la bibliothèque Louis-Aragon » est organisé par l'Association du centre social de La Houssière lundi 3 de 14 à 17 heures, mardi 4 de 14 à 17 heures, mercredi 5 de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures, vendredi 7 de 14 à 17 heures.

► Salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Inscriptions et renseignements au 02 32 91 02 33.

VENDREDI 14 DÉCEMBRE

Soirée jeux

Sur le thème de l'utilisation des réseaux sociaux.

▶ 18 h 30, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Renseignements auprès de la division du développement social au 06 83 03 01 50.

CULTURE

EXPOSITIONS

Les bijoux d'Elsa Triolet

JUSQU'AU 16 DÉCEMBRE

Au Rive Gauche

DIMANCHES 2 ET 16 DÉCEMBRE, SAMEDI 8 DÉCEMBRE

Visites guidées de l'exposition

JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE

Exposition | La mode

Bibliothèque Elsa-Triolet

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Atelier créatif de bijoux

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Cinéma | Elsa la rose, court-métrage d'Agnès Varda

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Lecture chorale

par l'atelier « Les mots ont la parole » | Colliers



JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE

Hommage à Rosa Parks par l'UAP



En refusant, en 1955, de céder sa place à un passager blanc dans un autobus, Rosa Parks va devenir une figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis, et combattra aux côtés de Martin Luther King. C'est à partir de ce geste courageux, de cette vie consacrée à la dignité de l'être humain que les artistes de l'Union des arts plastiques vont œuvrer.

► Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements auprès du centre socioculturel Georges-Déziré au 02 35 02 76 90.

DU 10 AU 21 DÉCEMBRE

L'histoire du cinéma

Retour sur l'histoire du septième art.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

CINÉ-DÉBAT

VENDREDI 14 DÉCEMBRE

I am not your negro

Avec pour seule voix off la prose de Baldwin, le cinéaste Raoul Peck revisite les années sanglantes de lutte pour les droits civiques des noirs, les assassinats de Martin Luther King, Malcom X et Medgar Evers. Puis se penche sur la recrudescence actuelle de la violence envers les Noirs américains...

▶ 18 heures, réservations auprès du centre socioculturel Georges-Déziré au 02 35 02 76 90.

JEUNE PUBLIC

VENDREDI 7 DÉCEMBRE

Badaboom

Partir à l'aventure avec Tartine, la Mutine, et son doudou Cacahuète! Une épopée musicale et merveilleuse pour dépasser ses peurs, éveiller ses sens et apprendre à dire oui. Pour les enfants de 0 à 5 ans.

► 10 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

le stéphanais 29 novembre – 20 décembre 2018

MERCREDI 12 DÉCEMBRE

Bébés lecteurs

Une invitation à venir lire et découvrir des histoires choisies pour les enfants de o à 4 ans. Des images et des mots à savourer en famille!

▶ De 10 h 30 à 11 h 30, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Entrée gratuite dans la limite des places disponibles. Renseignements auprès des bibliothèques ou au o2 32 95 83 68.

SAMEDI 22 DÉCEMBRE

Blanc de neige | avec Caroline Avenel, conteuse



Une moufle de laine perdue dans la neige au fond d'un bois sert de logis aux animaux de la forêt transis de froid. Souris, chat, renard, mouton, ours entrent un par un, se poussent pour se loger, agrandissent le nid de leur présence et de leur chaleur. Les histoires circulent dans cet univers douillet. Public: 4 à 7 ans.

▶ 10 h 30. bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

DANSE

MARDI 4 DÉCEMBRE

Cocagne | Emmanuelle Vo-Dinh

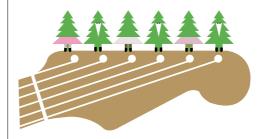


À la tête du Phare, centre chorégraphique national du Havre Normandie, Emmanuelle Vo-Dinh signe avec Cocaqne une toute nouvelle pièce pour neuf interprètes. Elle y explore notre relation aux images dans un spectacle poétique, souvent drôle et troublant.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94. De 19 à 20 heures, « Des clés pour une danse », conférence d'Emmanuelle Vo-Dinh sur sa pièce et ses sources d'inspiration (entrée libre).

MUSIQUE ET DANSE

MARDI 18, MERCREDI 19 ET JEUDI 20 DÉCEMBRE Le conservatoire de musique et de danse fête Noël



Les concerts de Noël du conservatoire : un joli cadeau de la part des élèves et des professeurs de l'établissement à l'occasion des fêtes de fin d'année! Trois belles soirées musicales et chorégraphiques pour s'imprégner de la magie de Noël. Programme différent chaque soir avec les chorales d'enfants, les petits ensembles, la danse, les orchestres...

▶ 19 heures, salle festive. Entrée gratuite. Réservations et renseignements au 02 35 02 76 89.

CIRQUE

VENDREDI 7 DÉCEMBRE Tabarnak | Cirque Alfonse

Une fresque acrobatique et musicale aux allures de show rock, une célébration de l'enfer et des cieux tout en cirque et en musique, façon Alfonse... TABARNAK! On va avoir du fun! Inspirés par le juron exutoire, hier défiant le curé et aujourd'hui quasi banalisé, ces neuf acrobates et musiciens québécois offrent une grande messe débridée.

▶ 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie: 02 32 91 94 94.

THÉÂTRE

MARDI 11 DÉCEMBRE Le syndrome ian | Christian Rizzo



Christian Rizzo fut d'abord styliste et rocker. Aujourd'hui à la tête du centre chorégraphique national de Montpellier, il se passionne à libérer l'énergie de ses danseurs. Et quelle énergie! Le syndrome ian, pièce pour neuf interprètes, retranscrit l'ambiance magnétique des nuits londoniennes de la fin des années 1970.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie: 02 32 91 94 94. De 19 à 20 heures, « Des clés pour une danse », conférence sur Christian Rizzo par Olivier Lefebvre, historien de la danse (entrée libre et gratuite).

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

▶ 10 h 30, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

État civil

MARIAGES

Omar Koutbi et Nassira Lamhamdi, Mohand Tikherbatine et Ikram Zerfani, Mohamed Djamouh et Élise Debruyne.

NAISSANCES

Salsabil Beddouj, Malika Bentouati, Jayce Cherrier, Maymouna Dia, Lola Glatigny, Ylies Hamichi, Gycia Mendes, Jules Simon, Moulay-Djibril Zine-Eddine.

DÉCÈS

François Sorel, Marcel Auzoux, Jeanine Publier, Jean-Claude Houis, Marcelle Thibaudeau, Bernard Duval, Jacqueline Hermier, Jeanne Leroy, Jean Pendaries, Jacqueline Cambier, Serge Barbier, Marta Bugeon, Rui Cunha, Camille Tremblé.



SANTÉ

De plus en plus sensible aux allergies

Les allergies respiratoires ou alimentaires augmentent indéniablement mais la sensibilité accrue de la population pour ces questions rend difficile la prise en compte du phénomène. n France, près de 10 % de la population souffrirait d'allergies alimentaires. Et plus du double d'allergies respiratoires. Et pour certaines personnes, les deux se combinent... L'agglomération rouennaise ne fait pas exception à la règle, avec en prime un fort tissu industriel associé à une circulation routière dense, ce qui n'arrange rien en matière de problèmes respiratoires.

Au sein du service pédiatrique du CHU de Rouen, le docteur Laure Couderc est spécialisée dans ce domaine et travaille en coordination avec le centre Erik-Satie. Ouvert en début d'année au sein de l'hôpital, il regroupe dans un souci d'efficacité l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le traitement des maladies allergiques de l'adulte.

Faire des tests

Comme elle l'explique, ses jeunes patients n'ont pas de profil type, mais peuvent avoir des points communs. « Il n'y a pas de gène de l'allergie, mais il y a des prédispositions que ce soit pour les allergies respiratoires



ou alimentaires lorsque les parents sont eux-mêmes allergiques. » Des allergies qui n'attendent qu'à se révéler dès le plus jeune âge. Ce qui explique qu'en matière d'allergie alimentaire, il est conseillé aux parents de procéder par étapes en ce qui concerne la découverte de nouveaux aliments. « Toutes les réactions cutanées ou les rougeurs ne sont pas dues à des allergies évidemment. Mais il faut être attentif lorsqu'elles sont consécutives à l'absorption d'une nouvelle substance comme le lait, l'œuf, les fruits à coque... » Dans ce cas, la consultation d'un pédiatre est nécessaire. Ce dernier pourra ensuite préconiser un ensemble de tests pour déceler plus précisément la nature de l'allergie, si elle existe.

« Aujourd'hui, la population est très sensible à tout ce qui concerne ce problème », souligne Laure Couderc, qui doit souvent rassurer les parents de ces jeunes patients parfois perdus à la lecture des multiples articles présents sur le web. « Si le test est négatif, c'est qu'il n'y a pas d'allergie même si au départ

il y a un soupçon allergique.»

En revanche, lorsque l'allergie est avérée, et surtout son degré, la prudence est de mise. « Il y a une ▲ Selon les études, entre 2 et 6 % des Français se disent intolérants au gluten. Des enseignes mettent à leur disposition des produits adaptés.

période d'apprentissage pour les parents, mais aussi pour l'enfant qui doit apprendre à se prendre en charge. » À l'école notamment, où un projet d'accueil individualisé doit être mis en place pour que toute la communauté éducative soit informée du problème. En matière d'allergie respiratoire, si la gêne est importante, une désensibilisation, qui consiste à exposer progressivement l'organisme à l'allergène afin que le système immunitaire finisse par le tolérer, peut être prescrite.

En grandissant, l'allergie peut évoluer, voire disparaître. Et d'autres apparaître. « Il n'y a pas de règle. C'est bien là toute la difficulté », conclut la spécialiste.

ALLERGOMARKET

Histoire d'une galère

La naissance d'Allergomarket, quai des Épinettes à Saint-Étienne-du-Rouvray fin 2017, c'est d'abord l'histoire d'une galère. Celle d'Antoine Suignard, polyallergique alimentaire depuis tout petit. Avec, en grandissant, le casse-tête des courses comme compagnon au quotidien. Alors, avec Benjamin Dunez, l'un de ses copains rencontrés pendant ses études chez Neoma, il se dit qu'il ne doit pas être le seul à devoir déchiffrer les étiquettes dans les rayons, surtout lorsqu'il faut faire la chasse à différentes substances. Au final, les deux compères lancent leur « e-market » en ligne où les allergiques peuvent se créer un profil et être rassurés sur leurs achats. Ils viennent de déménager à Rouen pour ouvrir leur boutique.

ÉTUDES

Gluten: le vrai du faux

Suivant les études, entre 2 et 6 % des Français se disent intolérants au gluten. Sans forcément avoir été diagnostiqués. Rendue « célèbre » par certains régimes, cette protéine qu'on retrouve dans certaines céréales a donc plutôt « mauvaise presse ». Et pourtant, parmi ces « intolérants », seule une petite partie l'est vraiment et souffre quant à elle de la maladie cœliaque, qui n'est pas une allergie mais une affection génétique autoimmune. Dans leur cas, leur système immunitaire réagit négativement à la présence de gluten dans l'alimentation et attaque la paroi intérieure de l'intestin grêle. Seule solution pour eux : bannir le gluten de leur alimentation. À ce titre, ces malades peuvent se faire rembourser une part des aliments sans gluten qu'ils consomment, souvent plus chers, par la Sécurité sociale, grâce à une vignette apposée sur les emballages.

Pour les autres, qui peuvent avoir une sensibilité au gluten – et non pas une intolérance – difficile de faire la part des choses entre un régime alimentaire qui se veut plus sain et un effet placebo.

Mobilisation

L'expression d'un ras-le-bol



eux de palettes, barrages filtrants, le rond-point des Vaches est un lieu habituel de manifestation du mouvement social et ouvrier. Mais, cette fois-ci, quelque chose a changé. Les bannières syndicales sont absentes. Le jaune criard des gilets de sécurité – devenu le symbole d'une protestation a priori spontanée et sans leader – les a remplacées. Mais sous ce vêtement peu seyant, les revendications et les indignations ne sont guère différentes de celles entendues dans les manifs ces dernières années.

Les gilets jaunes parlent eux aussi de « casse sociale » et d'« inégalités » devenues insupportables : « Il n'y a pas que les salaires trop bas et les taxes, il y a aussi la malbouffe, la justice à deux vitesses, l'évasion fiscale, des patrons voleurs comme Carlos Ghosn qui se gavent et qui n'en ont jamais assez. » Ces mots sont ceux de Patrick, chef de chantier qui se dit « activiste » bien qu'affilié à aucun

syndicat, aucun parti. « Je crois à ce qui se passe, j'ai laissé tomber mon boulot pour être ici. » À côté de lui, Lola, venue sur le rond-point après sa journée à l'hôpital, affirme que sa motivation dépasse la hausse des carburants. Elle parle des pesticides, du glyphosate, de destruction des collectifs de solidarité : « C'est le cumul de toutes ces choses. Moi, je n'ai pas de mal à finir mes fins de mois, je suis solidaire avec ceux qui ont du mal à les finir. » Gaëtan, agent du Département, lance quant à lui : « Le Département supprime des emplois à tour de bras, dans les hôpitaux c'est pareil, on nous dit que les caisses sont vides et pendant ce temps-là, les patrons se gavent. »

Le rouge des gilets a cédé au jaune mais le « ras-le-bol » adopte le même ton. La défiance vis-à-vis des corps intermédiaires est toutefois bel et bien là : « Nous refusons la récupération, indique un tract, car les partis politiques nous dégoûtent. Nous avons fini de croire en leurs promesses. Nous n'en pouvons plus d'être méprisés. Qu'ils dégagent tous ! » Jérôme, qui distribue ce tract, pointe toutefois la situation des élus locaux : « La moitié des maires veulent démissionner, l'État fait tout pour les dégoûter. » Le maire Joachim Moyse, venu à leur rencontre, n'a essuyé aucun rejet, preuve, peut-être, que la rupture est surtout entre le « haut » et le « bas », les gilets jaunes ne réclamant qu'une seule tête : celle d'Emmanuel Macron. « Les gens ont bien compris qu'il s'agissait d'un problème de répartition des richesses », confie le maire en quittant le rond-point. Rond-point qui aura toutefois perdu ses vaches Câline, Mauricette, Simone et Marguerite (Le Stéphanais n°219), vandalisées, kidnappées, réduites en cendres. Deux spécimens ont toutefois pu être mis à l'abri.

* Article rédigé jeudi 22 novembre, jour de bouclage du journal.